

GASPE

N° 8

Groupe Avenir Service Public de l'Équipement

Organisme de recherches du SNPTAS CGT



Les notes du Gaspe

*Quelques éléments sur
la situation internationale*

Sommaire

⇒⇒⇒ *p.3: Avant- propos*

⇒⇒⇒ *p.4 Articles de presse avec notes liminaires*

⇒⇒⇒ *p.10 Trois cartes et notes liminaires*

⇒⇒⇒ *p.14 Le remodelage du Moyen-Orient*

⇒⇒⇒ *p.17 D'autres voix aux USA*

⇒⇒⇒ *p.19 Annexes*

Avant-propos

Vous trouverez dans ce numéro 8 du GASPE quelques éléments de réflexion sur la situation internationale.

Après l'attaque terroriste du 11 septembre aux Etats Unis, la seconde intervention des Etats-Unis en Irak, l'enlèvement du conflit israëlo – palestinien, quels sont les rapports de force au niveau mondial ? Va-t-on vers un monde dirigé par une seule hyper puissance ? Ou existe-t-il des marges de manœuvre pour d'autres ensembles, par exemple l'Europe ? Cette question doit être posée au moment où l'Union européenne va se doter d'une Constitution ? L'Europe n'a pu - c'est le moins qu'on puisse dire - développer une position consensuelle lors de l'intervention américaine en Irak. Pire la France et l'Allemagne ont refusé l'intervention ; la Grande Bretagne a envoyé un corps expéditionnaire ; l'Espagne et l'Italie ont soutenu les Américains ; un certain nombre de pays candidats à l'U.E. ont adopté la même position. Comment le mouvement syndical peut développer son action dans ce contexte tant au niveau de la CES, que de la CGT ou du SNPTAS-CGT pour ce qui nous concerne ? En prenant en compte le puissant mouvement altermondialiste qui s'est développé autour de l'Irak, des perspectives d'action s'ouvrent pour le mouvement social.

La direction du SNPTAS-CGT, en l'occurrence sa Commission Exécutive a débattu de ces questions qui avaient été abordés lors du XIV^{ème} Congrès notamment pour ce qui concerne la mondialisation et la domination des multinationales.

La seconde guerre d'Irak a suscité une intervention forte d'un très large mouvement social, au niveau national et international.

En France, des manifestations de grande ampleur se sont déroulées ; des prises de position d'un très grand nombre d'organisations ont eu lieu ; le gouvernement français a, pour sa part, refusé de participer à l'expédition. Ses actions se sont inscrites dans le cadre d'un vaste et puissant mouvement inter-mondialiste anti-guerre qui s'est développé dans les cinq continents.

En Amérique du Nord comme en Amérique du Sud, nombre de gouvernements et de peuples, ont clairement exprimé leur opposition à la guerre.

En Asie, en Afrique, en Indonésie, en Australie, il en est de même si des gouvernements – clients des Etats Unis au Moyen-Orient par exemple acceptent la présence des bases américaines et ont laissé les forces anglo-américaines lancer leurs opérations à partir de leur sol.

Nous avons publié, sur le site du SNPTAS-CGT, deux types d'informations :

- ° les appels aux manifestations, appels dont la CGT a été partie prenante
- ° des analyses de fond à partir d'articles de journaux et de revues.

Nous avons organisé le présent GASPE à partir d'articles de journaux ou de revues. Il s'agit de documents de débat, issus du Monde diplomatique ou d'Attac. On trouvera une note liminaire pour chacun de ces articles, ou le cas échéant, d'ensemble d'articles. Nous publions également des positions anti-guerre, en France comme à l'étranger. On trouvera enfin quelques cartes du Moyen-Orient pour illustrer l'ensemble de ces textes.

Article de presse

Le Monde diplomatique (Janvier 2003)

Aux origines de la guerre anti-terroriste

Retour à une présidence impériale aux Etats Unis

par Philip S GOTLIB

Note liminaire : un peu d'histoire

La doctrine de Monroe

Dans sa déclaration de politique étrangère de 1823, il définit les principes de ce que l'on appellera doctrine Monroe. L'Amérique du Nord comme l'Amérique du Sud sont fermées à la colonisation européenne. Toute intervention des puissances européennes dans les affaires du continent américain sera considérée comme une menace pour la sécurité des Etats-Unis. Les Etats Unis n'interviendront pas dans les affaires européennes. C'est sûr de ces principes que se développera l'impérialisme américain et sa politique interventionniste sur tout le continent américain durant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle.

Le journaliste John O'Sullivan en 1845

Il s'agit de nous épandre sur le Continent alloué par la Providence (c'est la notion de manifest destiny- destin manifeste). L'expansion des USA se limitait alors au continent américain. On peut citer l'expansion des Etats Unis aux dépens du Mexique, la progression vers l'Ouest aux dépens des Amérindiens.

L'expert financier Charles Conant

Charles Conant, (1) écrivait à la fin du XIX^{ème} siècle : *Je ne suis pas un tenant de l'impérialisme par sentiment, mais je ne crains pas l'appellation si elle signifie seulement que les Etats Unis imposeront leur droit à des marchés libres, dans tous les vieux pays qui sont ouverts maintenant aux ressources excédentaires des pays capitalistes et reçoivent ainsi les avantages de la civilisation moderne.* (2)

Théodore Roosevelt en 1904

Théodore Roosevelt, Président des USA déclarait le 6 décembre 1904 dans son message au Congrès :

"Une nation désireuse à la fois d'assurer le respect pour elle-même et de faire le bien aux autres doit avoir une force adéquate pour cette tâche qu'elle sent lui avoir été assignée en tant que partie du devoir mondial général. Un grand peuple libre se doit à lui-même et doit à l'humanité tout entière de ne pas sombrer dans l'impuissance devant les forces du Mal. Tout pays dont le peuple se conduit bien peut compter sur notre amitié chaleureuse. Une mauvaise conduite persistante, ou une incapacité qui aboutirait à un relâchement général des liens de la société civilisée, peut, en Amérique comme ailleurs requérir en définitive l'intervention de quelque nation civilisée".

C'est la doctrine impérialiste des Etats Unis, appelée politique du *big stick*, du gros bâton. A l'époque de Théodore Roosevelt, les interventions américaines se limitaient en principe aux deux Amériques, certaines îles du Pacifique. Aujourd'hui, la situation a beaucoup évolué : interventions des Etats Unis en Amérique Latine et ailleurs, installation de bases militaires dans de multiples pays. Du journaliste Sullivan au Président George W Bush en passant par Théodore Roosevelt, on note une constante, la référence au Bien et au Mal et la nécessité d'éradiquer celui-ci.

Notes sur la page 4

(1) Le texte de Charles Conant paru en 1898 s'intitule : Les fondements économiques de l'impérialisme. C'est un classique de la théorie impérialiste des Etats Unis. A la même époque, la fin du XIX^{ème} siècle, un groupe de théoriciens du Parti Républicain considéraient que la baisse du taux de profit mettrait à mal le capitalisme ; la seule manière de s'en sortir consistait à ouvrir de force les marchés étrangers aux exportations américaines. Ils faisaient partie du brain-trust du Président Théodore Roosevelt. L'analyse de l'impérialisme de C.Conant qui n'est pas, dans ses prémices, fondamentalement différente de celle de W.I.Lénine. Les conclusions, toutefois sont opposées : pour C.Conant, le dépassement de la crise de rentabilité s'effectue par l'expansion ; pour Lénine, le capitalisme et l'impérialisme seront dépassés par le processus de transformation sociale.

(2) C'est sous la présidence de William Mac Kinley (1897-1901) que se mit en oeuvre cette mutation impérialiste dont parle C.Conant avec interventions à Cuba, à Porto Rico, au Panama.

Le Monde diplomatique

Janvier 2002

Aux origines de la guerre anti-terroriste **Retour à une présidence impériale aux Etats Unis**

Depuis la fin de la guerre du Vietnam, la droite américaine rêve d'une restauration impériale. Au-delà de son volet économique et social néo-libéral, la "(contre) révolution conservatrice" des années 1980 aspirait à ranimer un patriotisme blessé, rétablir la gloire et l'honneur militaire des Etats Unis et redonner à l'exécutif une autonomie largement perdue après la chute de Saïgon et l'affaire du "Watergate" au profit des contre-pouvoirs législatif et judiciaire. Paradoxalement, au pays de "l'Etat faible", ce sont souvent les contempteurs les plus féroces de l'Etat fédéral qui, une fois arrivés aux affaires, renforcent considérablement ses pouvoirs régaliens, celui en particulier de faire la guerre.

Héraut du moins d'Etat, M.Ronald Reagan (1981-1989) avait présidé à la plus ample expansion militaire de l'histoire des Etats-Unis (1) (...). Son successeur George H.W.Bush (1989-1993), avait dans l'ensemble poursuivi ce programme de remobilisation de l'appareil de sécurité nationale dans le contexte de l'après-guerre froide.

Gâce au crime inouï du 11 septembre et à la guerre d'Afghanistan, dernier des trois conflits high-tech victorieux menés par les Etats Unis en l'espace de 10 ans, l'ancien gouverneur provincial s'est érigé en César américain. Ni M. Reagan, ni M. Bush père n'avaient réussi cet exploit. "Les attaques du 11 septembre et la guerre d'Afghanistan, écrit le Washington Post, ont considérablement accéléré la dynamique de renforcement des pouvoirs présidentiels recherchés par l'administration Bush (...). Le président jouit d'une domination dépassant celle de tous les présidents postérieurs au Watergate (2) (...). Domination : le mot est bien choisi. La guerre a toujours une double face, externe et interne (...).

M. Bush n'est certes pas un tyran, seulement le vainqueur hasardeux d'une élection contestable et contestée (...). La guerre qu'il annonce perpétuelle, lui donne les moyens d'affirmer la puissance américaine et de refonder son pouvoir politique personnel. A l'extérieur, elle lui permet de démontrer à nouveau la suprématie militaro – technologique des Etats-Unis, de souligner comme son père et le président William Clinton l'avaient fait en Irak, l'utilité persistante de la force dans l'après-guerre froide et de remodeler le paysage stratégique mondial. A l'intérieur, elle l'amène à ressusciter l'Etat de sécurité nationale (National Security State), à affirmer son autorité et à justifier la marginalisation des contre-pouvoirs législatif et judiciaire. Pourfendeur de l'Etat aux penchants quelque peu autoritaires, l'ex-gouverneur provincial est en train de construire un exécutif fort, unifié, interventionniste et autonome (...).

Une fois la campagne d'Afghanistan terminée, une deuxième phase devrait s'ouvrir. Evoquée dès la fin septembre 2002, elle pourrait être dirigée, dans un premier temps, contre les pays censés abriter des réseaux terroristes clandestins au Proche orient, en Afrique et en Amérique Latine (...). Les opérations seraient déployées contre un ennemi plus dangereux : l'Irak(...).

PHILIP S.GOTLIB
Enseignant à l'université Paris VIII et
journaliste (Extraits)

Notes sur l'article de P.GOTLIB

(1) Sous M.Reagan, la part de la défense dans le budget national est passée de 23,5% à 27%, soit le niveau atteint en 1975 et la CIA a mené les deux plus grandes opérations clandestines de l'après-Vietnam, en Afghanistan et au Nicaragua.

(2) Dana Milbank, International Herald Tribune, 21 novembre 2001

Article de presse

Le Monde

diplomatie

Néo-impérialisme

Note liminaire : la seconde guerre d'Irak la guerre du Bien et du Mal

Philip S.GOTLIB a analysé dans l'article reproduit plus haut l'évolution du processus impérialiste des Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam ; dans la note liminaire, nous avons indiqué la genèse de ce processus depuis le XIX^{ème} siècle. Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 qui se sont attaqués aux symboles de la puissance financière et militaire des Etats Unis **(1)**, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, même si comme l'indique P.S.GOTLIB, des interventions militaires étaient préparées de longue date.

Le Président George W.Bush, a développé un discours qui fait écho à celui des intégristes : lui aussi, comme Ben Laden parle du Bien et du Mal et des pays qui se situent dans l'un ou l'autre camp **(2)**. Cette idéologie se situe dans la continuité des positions que nous avons rapportées dans la précédente note liminaire.

Les immigrants anglais qui sont arrivés en Amérique au 17^{ème} siècle étaient convaincus qu'ils étaient un peuple élu, qu'ils devaient lutter contre les forces du mal, qu'ils construisaient une nation prédestinée **(1)**. Cette idéologie perdure encore aujourd'hui. A partir de là les Etats-Unis se sont donnés une fonction de police internationale : tout Etat qui ne se conduirait pas bien, qui ne respecterait pas les lois du marché capitaliste mondial et n'ouvrirait pas son propre marché à l'impérialisme s'exposerait à l'intervention militaire des USA. Les références de G.W.Bush au Bien, au Mal, aux Etats voyous, à la mission des USA ont donc des implications politiques et ne sont pas des dérapages verbaux.

Ces éléments culturels constituent un appareil idéologique d'Etat qui fonde l'hégémonie mondiale des USA. Il facilite le consentement, l'adhésion de larges fractions de la population américaine, au-delà des couches sociales dominantes, à la politique impérialiste. Les intégristes qui interprètent l'Islam à leur façon organisent un appareil idéologique d'Etat fondé sur les mêmes concepts : le Grand Satan et les petits Satan, le Mal, le Bien. Une confrontation verbale se dessine où les mêmes mots utilisés camouflent les motifs politiques, économiques.

Les Etats-Unis ont rompu définitivement avec le 3^{ème} point de la doctrine de Monroe, où il était spécifié qu'ils n'interviendraient pas dans les affaires européennes. Depuis la fin des années 90, avec la chute de l'URSS et la domination sans partage du capitalisme la ligne politique des Etats-Unis s'est modifiée. Auparavant, la doctrine était l'endiguement – *containment* – du communisme. Actuellement la doctrine est celle de l'hégémonie au niveau mondial : Madeleine Albright, secrétaire d'Etat sous le gouvernement Clinton, décrivait les Etats-Unis comme la *nation indispensable*.

Que signifie l'intervention anglo-américaine en Irak : Rétablissement de la démocratie ? Liquidation d'une base terroriste soutenant AL Qaïda ? Liquidation d'un régime extrêmement pernicieux parce que fabricant et éventuellement utilisateur d'armes de destruction massive ? Ou, plutôt expression d'une nouvelle phase de l'impérialisme américain ?

L'article d'Ignacio Ramonet caractérise cette nouvelle phase sous le terme de néo-impérialisme.

Notes sur la page 6

(1) Les attaques terroristes ont visé notamment les Twin-towers, et le Pentagone. Les Twin Towers -les Tours jumelles- étaient deux gratte-ciel du World Trade Center de Manhattan (Centre mondial d'échanges) qui abritaient un grand nombre de sièges sociaux, bureaux d'étude américains ou autres. L'attentat a causé la mort de 3000 personnes environ. Le Pentagone est, aux USA le Ministère de la défense.

2) Ces armes de destruction massive - chimiques, bactériologiques ou nucléaires – n'ont pas été trouvées en Irak ni par les enquêteurs de l'ONU ni par les forces d'occupation anglo-américaines.

Le Monde **diplomatie** **Néo-impérialisme**

Par Ignacio Ramonet

C'est un grand jour pour l'Irak, a déclaré le général Jay Garner en débarquant à Bagdad (...). Les grands médias ont couvert l'installation de celui qu'il faut bien nommer le "proconsul des Etats-Unis". Comme s'il n'y avait plus de droit international. Comme si nous étions revenus à l'époque des mandats (1). Comme si c'était finalement normal que Washington désigne un officier supérieur (en retraite) des forces armées américaines pour gouverner un Etat souverain. Prise sans même consulter les membres fantômes de la "coalition", cette décision de nommer un officier supérieur pour gérer un pays vaincu rappelle fâcheusement d'anciennes pratiques du temps des empires coloniaux. Comment ne pas songer à Clive gouvernant l'Inde, à Lord Kitchener commandant l'Afrique du Sud ou à Lyautey administrant le Maroc ? Et dire qu'on croyait ces abus condamnés à jamais par la morale et par l'histoire (...).

Le général Garner a laissé entendre que cette occupation ne serait pas éternelle : « Nous resterons le temps qu'il faudra, a-t-il affirmé, et nous repartirons le plus rapidement possible ». Mais l'histoire nous enseigne que ce temps qu'il faudra peut durer. Ayant envahi les Philippines et Porto-Rico en 1898 sous le prétexte altruiste de "libérer" ces territoires et leurs populations du joug colonial, les Etats-Unis en vinrent très vite à replacer l'ancienne puissance dominante. Après avoir réprimé les résistants nationalistes, ils ne quittèrent les Philippines qu'en 1946, tout en continuant d'intervenir dans les affaires du nouvel Etat et en soutenant, à chaque élection présidentielle, le candidat de leur choix, dont le dictateur Ferdinand Marcos, qui resta au pouvoir de 1965 à 1986... Et ils continuent d'occuper Porto-Rico... Même au Japon et en Allemagne, cinquante-huit ans après la fin de la guerre, la présence de l'armée américaine reste massive.

En voyant à Bagdad ce général Garner et son équipe de 450 administrateurs, on ne pouvait s'empêcher de penser que les Etats-Unis, en cette phase néo-impériale, reprenaient à leur charge ce que Rudyard Kipling a appelé le "fardeau de l'homme blanc". Ou ce que les grandes puissances, dès 1918, qualifiaient de "mission sacrée de civilisation", en direction de peuples incapables de "se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne".

Le néo-impérialisme des Etats-Unis renouvelle la conception d'une domination morale - fondée sur la conviction que le libre échange, la mondialisation et la diffusion de la civilisation occidentale sont bonnes pour tout le monde - mais aussi militaire et médiatique, exercée sur des peuples considérés plu ou moins comme inférieurs (2). Avec le renversement de l'odieuse dictature, Washington a promis d'établir en Irak une démocratie exemplaire, dont le rayonnement entraînera, impulsée par le nouvel Empire, la chute de tous les régimes autocratiques de la région (...). Une telle promesse est-elle crédible ? Evidemment non (...).

Notes

(1) Inventé à la fin de la guerre 1914-1918, le régime de "mandat" remplaça celui de "protectorat", terme considéré par le président Woodrow Wilson comme trop colonialiste.

(2) A cet égard, l'attitude de la France et de l'Allemagne, opposées à la guerre contre l'Irak, a permis d'éviter que, au sein des opinions publiques arabes, ce conflit apparaisse comme l'expression d'un « choc de civilisations ».

Ignacio Ramonet – Le Monde Diplomatique mai 2003

NDLR Ignacio Ramonet est directeur du Monde Diplomatique et un des fondateurs de l'association ATTAC.

Articles de presse

Les néo-conservateurs

Note liminaire :

Des constantes idéologiques fondent la politique des Etats-Unis comme on l'a vu précédemment. Cependant, aujourd'hui, à l'époque du capitalisme dominant, de la mondialisation, de la fin du système des blocs - depuis 1989 - quelles sont les idées qui fondent la politique américaine ? Ces idées, qui constituent apparemment un appareil idéologique d'Etat fondant l'hégémonie en interne et justifiant à l'extérieur la politique impérialiste, ce sont celles des néo-conservateurs.

Qu'appelle-t-on néo-conservateurs ? Il s'agit d'une société de pensée qui définit des propositions politiques. Quelles sont leurs positions politiques, en politique intérieure et en politique extérieure. Ce courant idéologique se trouve en continuité avec ceux dont on a parlé plus haut : la nation prédestinée, les Etats régimes politiques corrects ou non. En Europe, on classerait les néo-conservateurs qui constituent l'entourage du Président Bush - au moins pour une part - comme d'extrême droite.

Les néo-conservateurs critiquent l'Etat providence caractéristique de certaines présidences démocrates ; dès les années 70, ils ont dénoncé la détente qui selon eux profitait essentiellement à l'URSS. Certains d'entre eux sont partisans de guerres graduées, n'excluant pas l'utilisation d'armes nucléaires tactiques, et également d'armes dites intelligentes, capables de détruire des sites vitaux de l'adversaire. Les néo-conservateurs disposent de plusieurs revues.

Les néo-conservateurs considèrent qu'il faut changer les régimes politiques qui ne partagent pas les valeurs des USA, et plus précisément les leurs. Aujourd'hui ces valeurs doivent être apportées au Moyen Orient. Pour cela, on divise les régimes politiques en bons et en mauvais. Ce qui coïncide avec la définition de G.W.Bush d'un axe du mal. En fait l'entourage du Président des Etats-Unis comporte, outre les néo-conservateurs que l'on vient rapidement de présenter un courant chrétien fondamentaliste.

Simultanément, les courants progressistes américains, qui existent dans un très large éventail, sont aujourd'hui en difficulté et minoritaires dans les médias et parmi les intellectuels : les sondages ont révélé qu'une majorité d'Américains étaient favorables à l'intervention en Irak. Les classes dirigeantes ont donc réussi à développer un assez large consensus dans le pays.

Extraits d'articles de presse

Ury Avnery

Les néo-conservateurs occupent des positions clés dans l'Administration Bush, en plus de leur appartenance à des groupes de réflexion qui jouent un rôle important dans la formulation de la politique américaine et à la tête de journaux influents. Pendant de nombreuses années, ils formaient un groupe marginal qui soutenait le programme de droite dans tous les domaines. Ils combattaient l'avortement, l'homosexualité, la pornographie et la drogue. Quand Benyamin Netanyahu a été au pouvoir en Israël, ils lui ont offert leurs conseils sur la manière de combattre les Arabes.

Le grand moment est arrivé avec l'attentat des Tours jumelles. L'opinion américaine et les hommes politiques étaient en état de choc, complètement désorientés, incapables de penser un monde qui avait changé du jour au lendemain. Les néo-conservateurs ont été le seul groupe ayant une explication toute prête et une solution. Neuf jours seulement après la catastrophe., le journaliste William Kristol, a publié une Lettre ouverte au Président Bush, affirmant qu'il ne suffisait pas d'annihiler le réseau de Ussama Ben Laden, mais qu'il était tout aussi impératif de chasser Saddam Hussein du pouvoir et d'user de représailles contre la Syrie et le Liban pour leur soutien au Hezbollah.

Articles de presse (suite)

Les néo-conservateurs

Ury Avnery (Suite de la page 8)

La Lettre ouverte été publiée dans le Weekly Standard (...). Elle a été signée par 41 dirigeants néo-conservateurs (...). La Lettre ouverte était, de fait, le commencement de la guerre d'Irak. Elle a été accueillie avec empressement par l'Administration Bush qui comprenait en son sein des membres du groupe déjà solidement installés dans quelques postes importants (...).

Source Extrait d'un article intitulé : La nuit d'après. Source : Site Internet de Gush Shalom. Ury Avnery est journaliste à Tel-Aviv . Il est membre fondateur de l'association de Gush Shalom – le Bloc de la Paix.

Edward Saïd

Le mouvement néo-conservateur a commencé dans les années 70 comme formation anti-communiste dont l'idéologie était de développer les hostilités entre le communisme et la suprématie américaine. C'est la seconde génération de néo-conservateurs tels Richard Perle, Dick Cheney, Paul Wolfowitz, Condolezza Rice et Donald Rumsfeld qui ont donné l'impulsion à terme pour faire la guerre à l'Irak (...). La position idéologique la plus commune de quiconque est proche du système est que l'Amérique est la meilleure, ses idéaux parfaits, son histoire irréprochable, ses actes et sa société au plus haut niveau de la réussite et de la grandeur humaines. Contester ce point de vue, pour autant que ce soit possible, c'est être "non-américain" et coupable du péché cardinal d'antiaméricanisme, lequel ne serait pas le résultat d'une critique honnête mais serait inspiré par la haine du bien et de la pureté.

Source Extrait d'un article d'Edward Saïd publié dans Palestine Times, mensuel palestinien paraissant à Londres.

Paul Boniface

Pour les néo-conservateurs américains qui ont gagné la bataille d'influence auprès de George W Bush ont des ambitions qui ne s'arrêtent pas à la chute de Saddam Hussein. C'est toute la carte de la région qu'ils veulent redessiner, avec la mise en place de régimes démocratiques, pro-américains et capables de s'entendre avec Israël. Dans cette perspective, l'Iran et la Syrie dont les régimes ont été présentés comme soutenant le terrorisme peuvent se faire du souci (...).

Source : Les Editoriales de Challenges (par Internet) avril 2003

Un monde multipolaire ?

Extrait d'un interview de Mahmoud Darwichau journal Libération –10 mai 2003

Aujourd'hui, il n'y a qu'un seul dieu et il est américain

Chez les Grecs, les dieux décident, c'est la fatalité. L'auteur antique décrivait un héros dont les actions, nées de l'hubris, l'orgueil, s'écrasaient inéluctablement contre la volonté des dieux, alors que le poète palestinien d'aujourd'hui parle d'une tout autre sorte d'héroïsme : dans la tragédie grecque, il y avait une multiplicité de dieux dont certains pouvaient être tendres envers leurs victimes. A l'heure actuelle, il n'y a qu'un seul dieu et il est américain. Tant sur le plan politique que poétique, je dirais que le polythéisme est préférable au monothéisme.

Mahmoud DARWICH

Mahmoud Darwich, palestinien, est un des plus importants poètes de langue arabe. C'est aussi un militant du mouvement national palestinien.

Note liminaire pour trois cartes ...

Les cartes que l'on trouvera ci-après montrent clairement comment les grandes puissances sont intervenues au Moyen-Orient. Les puissances européennes ont participé au dépeçage de l'ex-Empire ottoman (1).

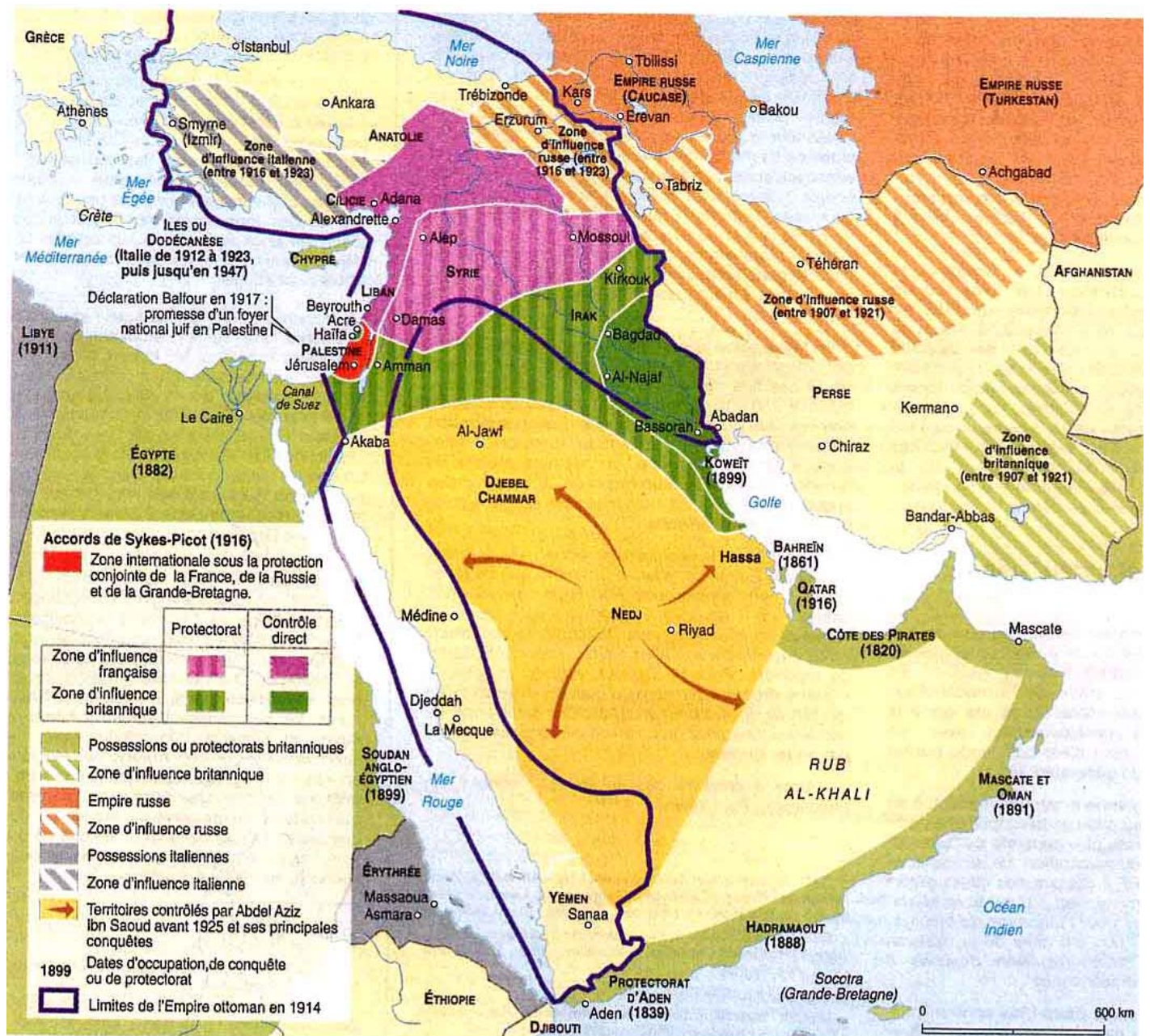
Dans la première carte on note qu'un partage de la région s'est effectué en 1916, c'est à dire deux ans après le déclenchement de la première guerre mondiale. Les Alliés du moment Britanniques, Russes, Français et Italiens ont pris le contrôle des pays du Moyen-Orient. Ce partage conforte des positions déjà prises au XIX^{ème} siècle, des Anglais dans la péninsule arabique, en Egypte, au Soudan, les Italiens.

Dans la deuxième carte, les traités conclus après la première guerre mondiale, sous l'égide de la Société des Nations consacrent pour l'essentiel des zones d'influences, à l'exception de l'URSS qui se trouve à peu près totalement évincée. Cette seconde carte montre comment les grandes puissances se sont réparties ces zones d'influence qui sont à l'origine des Etats qui existent encore aujourd'hui. De ce fait, les grandes puissances ont pris en compte leurs propres intérêts et non ceux des populations concernés. Les Kurdes se sont vus déniés tout droit à l'existence nationale ; les Arméniens ont été victimes d'un génocide en Turquie. A la suite d'une guerre avec la Grèce, les populations grecques qui habitaient depuis l'Antiquité sur la côte méditerranéenne ont été expulsées. La création d'un foyer national juif en Palestine a initié la constitution de l'Etat d'Israël.

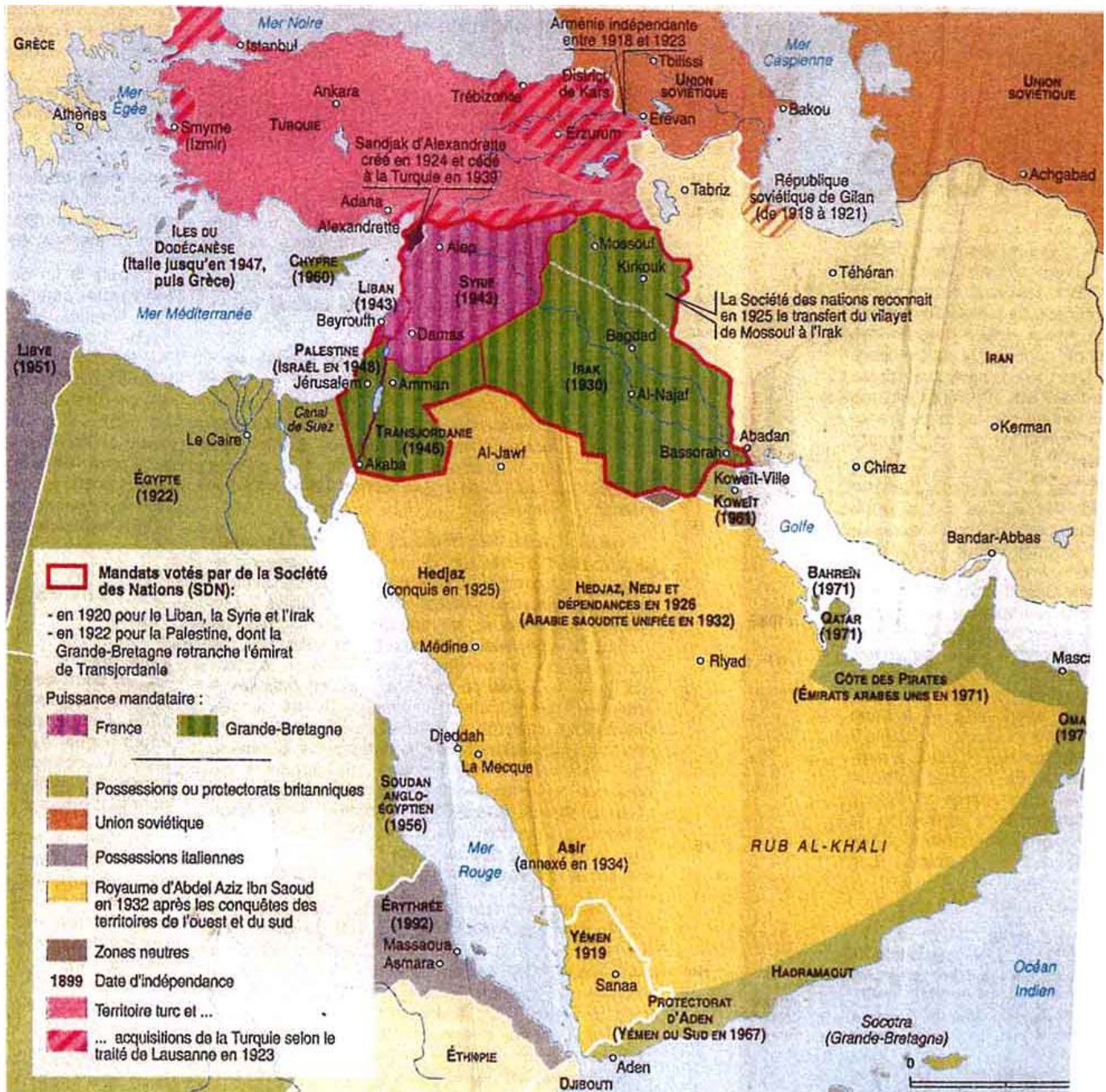
La seconde carte indique aussi les dates auxquelles les différents pays ont accédé à l'indépendance, en fait sur le plan formel.

Dans la troisième carte on voit, comme l'indique son titre un demi-siècle de guerres et d'interventions étrangères. Le mouvement de libération nationale prend des formes multiples : coups d'Etat d'officiers libres comme en Egypte ou en Lybie, guérillas, accession au pouvoir classique comme Mossadegh en Iran. Dans le cadre du conflit sino-soviétique, de la concurrence entre nationalismes, des surenchères apparaissent, des conflits entre organisations se réclamant les unes et les autres de la libération nationale, mais se dénonçant mutuellement se développent. Les grandes puissances occidentales tirent leur épingle de ces confrontations et interviennent militairement. La carte rappelle quelques-uns de ces événements, auxquels il faudrait ajouter la guerre menée par l'URSS en Afghanistan.

Le dépeçage du Moyen Orient en 1916



Les traités conclus après la 1^{ère} guerre mondiale



UN DEMI-SIÈCLE DE GUERRES ET D'INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES

COUP D'ÉTAT EN IRAN (1953). Devenu le 28 avril 1951 premier ministre de l'Iran, Mohammad Mossadegh nationalise le pétrole. « *Le pétrole est notre sang, le pétrole est notre liberté* », scandent les manifestants. En août 1953, un coup d'État, organisé par la CIA en collaboration avec Londres, met fin au gouvernement Mossadegh. Le chah en profitera pour affirmer son pouvoir dictatorial et les États-Unis pour remplacer la Grande-Bretagne comme « tuteur » du pays.

GUERRE CONTRE NASSER (1956). Juillet 1956 : le colonel Gamal Abdel Nasser annonce la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez. Trois mois plus tard, l'armée israélienne pénètre dans le Sinaï, tandis que les soldats britanniques et français débarquent autour du canal. Mais tous les agresseurs devront se retirer sous la pression... américaine : c'est la fin de la domination britannique au Proche-Orient.

QUAND LES MARINES DÉBARQUÈRENT À BEYROUTH (1958). Quinze mois après Suez, Nasser unit l'Égypte à la Syrie au sein de la République arabe unie, galvanisant ainsi le mouvement national arabe. Au Liban, l'opposition refuse la réélection - anticonstitutionnelle - du président Camille Chamoun. Le 15 juillet 1958, au lendemain de la chute de la monarchie pro-occidentale d'Irak, les marines débarquent à Beyrouth, où ils materont la guerre civile. Les Britanniques, eux, se déploient à Amman.

LE LIBAN DÉCHIRÉ (1975-1989). Modernisation du pays, montée des inégalités sociales, poussée démographique musulmane et notamment chiite, présence massive palestinienne, etc. : le système libanais ne pouvait survivre sans se réformer. Faute de l'avoir compris, les élites chrétiennes ont plongé le Liban dans une guerre civile à rebondissements. Comptant, comme en 1958, sur l'étranger pour l'emporter, les phalangistes n'ont pas hésité, en 1976, à faire appel à l'armée syrienne... qui occupe toujours le pays vingt-sept ans plus tard. Les accords de Taëf de 1989 mettent officiellement fin aux combats et dessinent un nouvel équilibre confessionnel.

SEPTEMBRE NOIR (1970). Le 7 septembre 1970, le Front populaire de libération de la Palestine détourne et fait sauter trois avions sur l'aéroport jordanien de Zarka. C'est la provocation qu'attend le roi Hussein pour écraser la résistance : du 16 au 27, les combats font des dizaines de milliers de victimes. Créée pour les venger, l'organisation Septembre noir organisera de nombreuses opérations terroristes, notamment lors des JO de Munich en 1972.

IRAN-IRAK (1980-1988). En septembre 1980, le président Saddam Hussein lance ses troupes à l'assaut du régime khomeyniste de Téhéran. L'Irak résiste, malgré l'utilisation par Bagdad d'armes chimiques. Huit ans et un million de morts plus tard, la guerre s'arrête, laissant les deux pays exsangues. Des dizaines de pays apporteront leur soutien à l'une ou l'autre partie. Les États-Unis et la France notamment aideront le régime irakien.

GUERRE DU GOLFE (1990-1991). Le 2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït. Le 16 janvier 1991, forts du soutien des Nations unies, les États-Unis entrent en guerre contre Bagdad, avec vingt-six alliés. D'abord aériennes, puis terrestres, les opérations s'arrêtent fin mars. Mais les troupes américaines laissent le régime écraser les soulèvements kurde et chiite, pourtant appelés de ses vœux par la Maison Blanche.

QUEL STATUT POUR LES KURDES ? L'indépendance envisagée pour les Kurdes par le traité de Sévres (1920) sombra dans celui de Lausanne (1923). Malgré ses révoltes tout au long du XX^e siècle, notamment en 1970 contre Bagdad, ce vieux peuple reste divisé entre l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie, qui s'opposent à toute forme d'État kurde. Ankara, en particulier, redoute qu'une nouvelle guerre américaine contre l'Irak produise un afflux de réfugiés et relance les affrontements au Kurdistan turc.

GOLAN, TRENTE-SIX ANS D'OCCUPATION. Château d'eau du Proche-Orient, le plateau syrien du Golan a été occupé en 1967 par Israël, qui l'a annexé en 1981. En 2000, la volte-face du premier ministre israélien Ehoud Barak fit échouer la négociation engagée sur la promesse d'Itzhak Rabin d'un retrait total d'Israël en échange d'une paix totale.

DERNIER CONTENTIEUX AU LIBAN SUD. En mai 2000, sous la pression de la résistance armée du Hezbollah, Israël a retiré unilatéralement ses forces de la zone dite « de sécurité », qu'il occupait depuis sa première intervention au pays du Cédre, en 1978. Son allié, l'Armée du Liban sud, s'est effondrée. Mais Israël n'a pas restitué le secteur des « fermes de Chabaa », que le Liban revendique.

GUERRES CIVILES AU SOUDAN. Le nord du Soudan est en majorité arabe et musulman, le sud noir et animiste - avec une minorité chrétienne. Dès 1955, une guerre civile se déclenche : elle s'achèvera en 1972 par un accord. Mais Khartoum ayant violé ses engagements, elle reprend en 1983. Des négociations sont en cours entre Khartoum et l'Armée de libération du peuple du Soudan (APLS) depuis la fin 2002, qui butent sur le partage du pouvoir et des richesses pétrolières et sur le caractère islamique du régime.

LA PALESTINE AU CŒUR DES CONFLITS.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies décidait de partager la Palestine en un État juif et un État arabe. L'avortement de ce plan a plongé le Proche-Orient dans une guerre qui continue en 2003.

L'intervention des États arabes, en 1948, a surtout abouti à l'expulsion de quelque 800 000 Palestiniens. Après l'échec de 1956, Israël a réussi, en 1967, à occuper le reste de la Palestine : la Cisjordanie et la bande de Gaza - plus le Sinaï égyptien et le Golan syrien. En 1973, les succès initiaux de l'Égypte et de la Syrie déboulèrent l'impasse diplomatique. Mais les accords de Camp David (1978) ne permirent pas de percevoir sur le dossier palestinien. En 1982, Israël envahit le Liban, sans parvenir à écraser la résistance palestinienne.

L'Organisation de libération de la Palestine ainsi privée de bases arrière, les Palestiniens de l'intérieur allaient relancer le combat pour l'autodétermination. Par son caractère massif et non armé, leur première Intifada, de la fin 1987 à 1991, contribua largement à créer les conditions des accords d'Oslo de 1993. A la seconde Intifada, le gouvernement israélien a répondu en réoccupant l'ensemble des territoires autonomes et en liquidant presque tous les acquis des négociations de paix.



- Cinquante ans de guerres**
 - Conflits anciens
 - Interventions étrangères
 - Interventions multinationales
- Guerres d'aujourd'hui**
 - Conflits majeurs actifs
 - Conflits gelés et problèmes en suspens
 - Contestations territoriales et conflits frontaliers
 - En cours de négociation
 - Conflits récemment réglés (date de règlement)
- Champs de pétrole et de gaz**
- Zones d'exclusion aérienne en Irak imposées par les États-Unis et le Royaume-Uni.**

GUERRES CIVILES AU YÉMEN (1962-1970). L'armée renverse en septembre 1962 le régime rétrograde de l'imam et proclame la République. S'ensuit une longue guerre civile, alimentée par l'intervention massive de l'armée égyptienne aux côtés des républicains et par l'aide active de l'Arabie saoudite aux royalistes. Elle se terminera en 1970 par un accord entériné par Le Caire et Riyad. Jusqu'en 1990, le Yémen du Nord sera marqué par une forte instabilité, une guerre civile menée par l'opposition de gauche avec l'appui d'Aden, et une brève guerre avec le Yémen du Sud en 1979.

GUÉRILLA AU DHOFAR (1965-1975). En 1965 éclate une rébellion à forte connotation marxiste-léniniste au Dhofar, province de l'ouest d'Oman. Elle s'étend rapidement, profitant du caractère particulièrement rétrograde du souverain. Ce dernier sera renversé par son fils Qabous en 1970, avec l'aide des Britanniques, qui continuent de peser dans la vie du pays, malgré son indépendance en 1970. Il faudra une intervention des soldats britanniques et d'un contingent iranien pour venir à bout de l'insurrection, en 1975.

GUERRE CIVILE AU YÉMEN (1994). Décidée en 1989, l'unité entre les deux Yémens, l'un traditionaliste au Nord, l'autre socialiste au Sud, suscite de nombreuses tensions. Le Parti socialiste (PSY), qui a dirigé le Sud, se sent petit à petit marginalisé, d'autant que nombre de ses cadres sont assassinés. Une dissidence s'ensuit, qui aboutit à une intervention de l'armée du Nord pour la reconquête d'un Sud paradoxalement aidé par l'Arabie saoudite. La guerre durera entre avril et juillet 1994. Elle contraindra à l'exil une partie de la direction du PSY.

Article de presse & déclarations

Le remodelage du Moyen Orient

Ury Avnery : sur la signification de cette guerre et ses conséquences

Une pensée déprimante : la guerre d'Irak prouve que 2003 années après J.C., le monde n'a pas fondamentalement changé depuis 2003 années avant J.C. Une puissance militaire peut attaquer une nation faible, conquérir son territoire et piller ses ressources. Il n'y a aucune loi mondiale, aucun ordre moral mondial. La force prime le droit.

(...) L'Irak est en train de devenir une colonie américaine, et pour longtemps. Les arguments sont ceux du vieux vocabulaire colonialiste. Un pays est conquis afin de "libérer" les habitants de leur cruel tyran. On vole leurs ressources, afin d'élever leur niveau de vie, donner un enseignement (élémentaire) à leurs enfants, laisser une administration coloniale afin de leur enseigner la démocratie.

C'est aussi une mission divine. Les missionnaires accompagnent toujours l'armée, et quelque fois même ils la précèdent (...), la religion et l'oppression, l'église et le pillage des ressources vont très bien ensemble (...).

Une chose est certaine : les Américains n'ont pas conquis l'Irak pour le quitter. Ils ont l'intention d'y rester longtemps, même s'ils réussissent à installer un gouvernement fantoche. Ils sont venus pour contrôler les sources pétrolières et la région arabe et c'est pour cela qu'ils vont rester (...). Sans une dictature américaine.

Ury Avnery est journaliste à tel-aviv. Il est membre fondateur de l'association de Gush Shalom – le Bloc de la Paix

Ce que les officiels américains ont dit

Georges W. Bush, 30 mars 2002 :

"Les Iraniens... les Syriens... M. Arafat... Tous les pays de la région doivent condamner le terrorisme et parler clairement à ce sujet. Pour qu'Israël existe, le terrorisme doit cesser".

18 avril 2002 : sur Ariel Sharon.

Le premier ministre israélien est "un homme de paix" qui "souhaite que son pays vive en paix avec ses voisins arabes et accepte l'idée de la création d'un Etat palestinien".

Donald Rumsfeld, 6 août 2002 : sur les territoires occupés.

"Les Israéliens ont fait quelques implantations dans la prétendue zone occupée, qui résulte d'une guerre qu'ils ont gagnée. (...) Ils ont offert diverses portions de ce prétendu territoire occupé, mais à aucun moment cela n'a été accepté par l'autre partie". Le secrétaire à la défense évoque l'idée que "des Palestiniens expatriés reviennent et mettent en place un gouvernement qui inspire confiance", à la tête "d'une sorte d'entité" palestinienne.

Colin Powell, 12 décembre 2002 concernant l'Arabie Saoudite.

Les Saoudiens "doivent examiner leurs traditions et leurs pratiques, pour voir si un changement est approprié. Le rôle des Etats-Unis n'est pas de dicter le changement. (...) Aux Saoudiens de décider s'ils veulent transformer leur société et la préparer aux défis du XXI^{ème} siècle. (...) Nous espérons pouvoir les aider quant à la manière de changer."

12 décembre 2002 concernant la Palestine

"Avec l'effort intensif de tous, la création d'une Palestine démocratique et viable est possible en 2005. En même temps (...), nous devons travailler avec les peuples et les gouvernements -de la région- pour combler le fossé entre les attentes et la réalité, que la reine de Jordanie, Rania, a éloquentement nommé "le fossé de l'espoir" (...).

6 février 2003 : remodeler la région.

« Il est possible qu'un succès en Irak permette de remodeler fondamentalement cette région d'une manière fortement positive, qui fasse progresser les intérêts américains, particulièrement si, dans la foulée de ce conflit, nous sommes capables de réaliser des progrès pour la paix au Proche-Orient ».

George W. Bush, 26 février 2003 : *"Un Irak libéré pourra montrer comment la liberté peut transformer cette région qui revêt une importance extrême, en apportant espoir et progrès à des millions de personnes. (...) Pour d'autres nations de la région, un nouveau régime en Irak servirait d'exemple spectaculaire et impressionnant de la liberté.*

Colin Powell, 31 mars 2003 : *"La Syrie peut continuer à soutenir les groupes terroristes et Saddam Hussein, ou s'engager sur une voie différente et porteuse d'espoir. Elle est confrontée à un choix crucial. Quel qu'il soit, elle en portera l'entière responsabilité et en supportera les conséquences". Quant à l'Iran, "il est désormais temps que la communauté internationale insiste pour qu'il cesse son soutien aux terroristes".*

L'hégémonie des Etats-Unis

Note liminaire

Nous avons développé dans les précédents dossiers de ce numéro du Gaspé des approches idéologiques, stratégiques, géopolitiques. Il convient également de prendre en compte les processus de domination économique, le mouvement du capital à la recherche d'un taux de profit maximum, la volonté de maîtriser les ressources énergétiques. Nous présentons ci-après des extraits d'un article « Le réseau impérial états-uniens et la guerre contre le terrorisme ».

Cet article a été publié dans le numéro 33 de la revue Actuel Marx. Ce numéro est consacré au « Nouvel ordre impérial ». La Revue présente comme suit ce numéro :

Les Etats Unis affichent aujourd'hui la prétention d'imposer leur hégémonie à l'ensemble de la planète, s'appuyant sur un terrifiant arsenal militaire, basé partout dans le monde. La guerre mondiale qu'ils ont engagée sous le prétexte de lutte contre le terrorisme vise, au-delà du pétrole, la plus stratégique des richesses naturelles, une conquête économique globale, qui passe par la liquidation d'institutions démocratiques séculaires et par la manipulation cynique des institutions supranationales. Mais ni l'empire, ni l'impérialisme ne sont tout-puissants. Et nous entendons témoigner ici, par le travail d'analyse, de la montée des luttes pour un autre monde ».

L'article dont nous publions ci-après un extrait - la mondialisation de la puissance - a été rédigé par John Bellamy, Harry Magdoff et Robert W. Mac Chesney. Ces trois auteurs sont les co-éditeurs de la Revue progressiste américaine Monthly Review. La traduction de l'article a été effectuée pour le compte d'Actuel Marx par Catherine Vivier.

Références : Actuel Marx
Prix du N° 33 : 28 euros
Abonnement à l'ordre de PUF
Presses universitaires de France
Département des revues
6 Avenue Reille 75 014 Paris

Article de revue

La mondialisation de la puissance

Les Etats-Unis (...) ont construit une chaîne de bases militaires et d'aires de stationnement autour de la planète, comme moyen de déploiement rapide de forces aériennes et maritimes - tout cela afin de maintenir leur hégémonie politique et économique. Ces bases ne font pas simplement, comme c'était le cas pour l'Angleterre au XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle, partie intégrante d'un empire colonial, mais prennent bien plus d'importance, en « l'absence de colonialisme ». Les Etats-Unis, qui ont cherché à maintenir un système économique impérial sans contrôle politique formel sur la souveraineté territoriale d'autres nations, ont utilisé ces bases afin d'exercer une coercition sur les nations qui ont cherché à rompre avec le système impérial, ou qui ont essayé de suivre une voie indépendante perçue par les Etats-Unis comme une menace pour leurs intérêts. Sans le déploiement mondial des forces militaires états-uniennes dans ces bases, et sans la prédisposition des Etats-Unis à s'en servir dans leurs interventions militaires, il serait impossible d'empêcher plusieurs des territoires de la périphérie les plus dépendants économiquement de rompre les rangs.

La puissance politique, économique et financière des Etats-Unis nécessite ainsi l'emploi périodique de la puissance militaire. Les autres pays capitalistes développés imbriqués dans ce système sont également devenus dépendants des Etats-Unis en tant que principal garant des règles du jeu. Le positionnement des bases militaires états-uniennes devrait être considéré, par conséquent, non pas comme un simple phénomène militaire, mais comme une cartographie de la sphère impériale dominée par les Etats-Unis et de ses fers de lance de la périphérie. Ce qui est clair, désormais, et doit être répété, c'est que de telles bases sont maintenant acquises dans des territoires où les Etats-Unis avaient perdu beaucoup de leur « présence avancée », comme en Asie du Sud, dans le Moyen Orient/Afrique, en Amérique Latine et aux Caraïbes, ou dans des régions où les bases états-uniennes n'existaient pas auparavant, comme dans les Balkans et en Asie Centrale. On ne peut pas donc douter de ce que la dernière superpuissance existante soit à présent sur une trajectoire d'expansion impériale, dans le but de promouvoir ses intérêts politiques et économiques, et que l'actuelle guerre contre le terrorisme, qui est sous bien des aspects un produit indirect de la projection de la puissance états-unienne, soit maintenant utilisée afin de justifier une nouvelle projection de cette puissance.

Ceux qui choisissent de s'opposer à cet état de fait ne devraient avoir aucune illusion. L'expansion mondiale de la puissance militaire de la part de l'Etat hégémonique du capitalisme mondial est une partie intégrante de la mondialisation économique. Dire non à cette forme d'expansionnisme militaire, c'est dire non en même temps à la mondialisation capitaliste et à l'impérialisme - et donc au capitalisme lui-même.

Source : Actuel Marx N° 33
Article de Gilbert Achcar
Le nouvel ordre impérial
ou la mondialisation de l'empire
Etats-uniens

D'autres voix aux Etats-Unis

WAR WITHOUT END? . . NOT IN OUR NAME



A Statement of Conscience: Not in Our Name

Pas en notre nom

Les médias mondiaux n'ont donné qu'un très faible écho aux résistances internes que suscitent les projets de guerre de l'administration Bush. Or la contestation s'amplifie aux Etats-Unis. Nous publions ci-dessous des extraits de l'appel de l'association Not in our Name (Pas en notre nom), qui a organisé le 6 octobre dernier des manifestations rassemblant des dizaines de milliers de personnes. Publié aux frais des organisateurs dans des quotidiens comme le New York Times, cet appel avait recueilli à la mi-octobre plus de 30 000 signatures.

Les signataires de ce texte font appel au peuple des Etats-Unis pour qu'il résiste aux politiques mises en oeuvre depuis le 11 septembre, qui menacent gravement les peuples du monde entier.

Nous croyons que les peuples et les nations ont le droit de choisir leur propre destin librement, sans subir la coercition des grandes puissances. (...)

Au nom du peuple américain, l'administration Bush, soutenue presque unanimement par le Congrès (...) s'est arrogé le droit de déclencher sa force militaire n'importe où et à n'importe quel moment. (...)

En notre nom, le gouvernement a créé deux classes de gens : ceux qui jouissent des droits fondamentaux et ceux qui n'en ont aucun. (...)

En notre nom, le gouvernement a mis une chape de répression sur la société (...) et donné à la police de très vastes pouvoirs. (...)

En notre nom, l'exécutif est en train d'usurper les rôles et les fonctions des autres branches de gouvernement...

Nous disons : PAS EN NOTRE NOM. Nous refusons d'être complices. (...)

Nous, signataires de ce texte, faisons appel à tous les Américains pour qu'ils se rassemblent afin de faire face au défi. (...)

Nous nous inspirons des réservistes israéliens qui, à leurs risques et périls, ont refusé de servir dans l'occupation [des territoires]. (...)

Nous en appelons aussi aux exemples de résistance et de conscience passés aux Etats-Unis, à l'exemple de ceux qui ont lutté contre l'esclavage ou résisté contre la guerre du Vietnam. (...)

Le monde doit entendre notre voix : nous résisterons à la guerre et à la répression...

Un autre monde est possible : construisons-le !

(Cette domination impérialiste) des Etats Unis n'a qu'un seul talon d'Achille véritable : le mouvement populaire aux Etats-Unis mêmes, qui a empêché jadis son propre gouvernement de franchir de nouveaux seuils dans l'escalade meurtrière au Vietnam et l'a finalement contraint à se retirer, dépité, de ce pays meurtri. C'est pourquoi les seules formes de lutte efficaces contre l'hyperpuissance états-unienne – qui n'est pas, loin s'en faut, une toute puissance - sont celles qui opposent à l'asymétrie militaire en faveur de Washington, l'asymétrie politico-démocratique en faveur des mouvements populaires, mesurée à l'aune de sa capacité à convaincre la population états-unienne elle-même de la légitimité de sa cause(...). Le progrès accompli depuis le 11 septembre est presque aussi considérable que les performances militaires de Washington : tandis que des pays comme la Grande-Bretagne et l'Italie connaissaient des manifestations anti-guerre d'une ampleur sans précédent, la mobilisation anti-guerre a d'ores et déjà atteint aux Etats-Unis mêmes, son niveau le plus élevé depuis le Vietnam – et ce, en dépit du traumatisme du 11 septembre, ce qui est d'autant plus remarquable.

La construction d'un nouveau mouvement antimilitariste et anti-impérialiste de longue haleine à l'échelle mondiale, se combinant avec celle du mouvement altermondialiste et renforçant sa dynamique d'ensemble anticapitaliste, sont la seule réponse efficace au nouvel ordre impérial siégeant à Washington (...).

Source : Gilbert Achcar Actuel Marx n°33 –Revue déjà citée

Annexe 1

Déclaration du Président de la République

Palais de l'Elysée

Jeudi 20 mars 2003

Mes chers compatriotes,

Les opérations militaires viennent de commencer en Irak. La France regrette cette action engagée sans l'aval des Nations Unies. Et je souhaite que ces opérations soient les plus rapides et les moins meurtrières possibles et qu'elles ne conduisent pas à une catastrophe humanitaire.

Jusqu'au bout, la France, avec bien d'autres pays, s'est efforcée de convaincre que le nécessaire désarmement de l'Irak pouvait être obtenu par des voies pacifiques. Ces efforts n'ont pas abouti. Quelle que soit la durée de ce conflit, il sera lourd de conséquences pour l'avenir.

Mais la France, fidèle à ses principes - primauté du droit, équité, dialogue entre les peuples et respect des autres -, continuera à agir pour que les crises qui ensanglantent ou menacent le monde trouvent des solutions justes et durables dans l'action collective, c'est à dire dans le cadre des Nations Unies, seul cadre légitime pour construire la paix, en Irak comme ailleurs. C'est pourquoi, demain, il nous faudra retrouver, avec nos alliés, avec toute la communauté internationale, pour relever ensemble les défis qui nous attendent.

De même, la France ne se résigne pas à ce que l'Europe reste inachevée. L'Europe doit prendre conscience de la nécessité d'exprimer sa propre vision des problèmes du monde et de soutenir cette vision par une défense commune crédible. C'est à la réalisation de cette ambition, au service de la paix et de la prospérité, que la France appelle ses partenaires de l'Union européenne comme ceux qui vont y adhérer.

J'ai demandé au Premier ministre de réunir aujourd'hui le Gouvernement. Sous son autorité, les pouvoirs publics mettent en oeuvre les dispositions que la situation exige. Qu'il s'agisse de la sécurité, de l'économie ou de notre cohésion nationale, je veux vous dire que nous sommes vigilants et entièrement mobilisés.

Annexe 2

Appel du Congrès de la CGT

La guerre déclenchée par le gouvernement des Etats Unis et ses alliés fait rage sur le territoire irakien. Bagdad et d'autres villes d'Irak sont bombardées. Cette guerre sera beaucoup plus longue et plus meurtrière que ne l'avaient annoncé ses instigateurs. La CGT, les opinions publiques du monde entier, l'ensemble du mouvement syndical dénoncent et condamnent cette guerre source de conséquences imprévisibles dans une région parmi les plus fragiles et les plus instables du monde.

C'est la population irakienne qui subit lourdement la dictature et l'embargo ; les prétextes avancés sur la capacité de nuire de Saddam Hussein et de son régime ne tiennent pas. Nous condamnons fermement cette dictature, mais nous ne pensons pas que la démocratie puisse être apportée par une armée d'invasion. L'administration américaine a également justifié cette guerre par des liens présumés avec le terrorisme international.

Le terrorisme est une forme extrême de la violence politique s'exerçant sur les populations civiles. Incompatible avec les droits humains, il disqualifie toutes les causes qu'il prétend défendre. Il doit être résolument combattu. Mais en l'occurrence c'est l'intervention militaire des Etats Unis qui risque de provoquer une recrudescence du terrorisme.

Les Etats-Unis tentent d'imposer le maintien de leur leadership sur l'organisation de la globalisation économique et financière. Où peut aller le monde si un Etat prétend imposer sa propre vision impérialiste en étant sourd aux dizaines de millions de manifestants de tous les continents, de toutes convictions et de toutes confessions. Quel avenir veut-on nous préparer en opposant les cultures et en prônant les croisades ?

Cette guerre doit cesser !

La CGT est partie prenante de la déclaration du 20 mars de la Confédération européenne des syndicats (CES) selon laquelle l'objectif légitime de la communauté internationale de désarmer le régime de Saddam Hussein aurait pu être atteint par des voies pacifiques, sous la responsabilité de l'ONU.

Le Congrès de la CGT à l'image de ce que ses syndicats et organisations ont déjà engagé pour éviter et faire cesser la guerre appelle à amplifier la mobilisation. Il demande le retrait des forces armées dont la présence sur le sol irakien est en contradiction avec le droit international et doit être officiellement condamnée par les institutions internationales. Il manifeste son désaccord avec l'autorisation de survol de notre territoire par les bombardiers américains en mission.

La Conférence internationale qui s'est tenue à l'initiative de la CGT, la veille de son Congrès a réaffirmé la nécessité qu'une *solution juste au Moyen Orient prévoyant l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et viable au côté de l'Israël vivant en sécurité*, comme l'a formulé la Confédération européenne des syndicats. L'engagement pour une paix juste et durable dans cette région du monde doit enfin prendre le pas sur l'arrogance guerrière et la haine de l'autre.

Le Congrès de la CGT dénonce l'indécence de tous les affairistes du club mondial des transnationales, pour lequel les gâchis économiques et humains de la guerre sont synonymes de profits exceptionnels. Il marque son engagement pour l'avènement d'une nouvelle ère dans la conception et l'organisation des rapports économiques et politiques, dans laquelle l'Europe doit s'affirmer.

L'unité des peuples dans les mobilisations en cours porte ces exigences comme le montre la place prise par la jeunesse. L'évolution des consciences pour un monde de paix et de progrès social sont une donnée forte de la situation actuelle et la CGT entend jouer tout son rôle.

Le Congrès de la CGT appelle le monde du travail à poursuivre son engagement résolu contre la guerre, à participer notamment aux manifestations du samedi 29 mars et sur tous les enjeux revendicatifs du moment. Les affaires du monde ne doivent plus être laissées dans les mains du monde des affaires.

Montpellier, le 26 mars 2003



Gaspe n°8

*Situation
internationale*

Syndicat National des Personnels
Techniques Administratifs et de Service
de l'Équipement et de l'Environnement

Siège social et administratif
Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement,
du Tourisme et de la Mer

Plot I - 30 passage de l'Arche – 92055 PARIS - LA DÉFENSE Cedex 04

Téléphone 01.40.81.83.12./83.40 Fax.01.40.81.83.16

Internet : sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net

Intranet : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Dernières Infos...

Accueil

Plan du site

Agenda

Vie syndicale

G.A.S.P.E.

Le SNPTAS

Le Catégoriel

Résultats des CAP Nat.

Infos et Documents

Action Sociale

Société et Citoyenneté

Info. pratiques

Lu au J.O.

J'ai lu pour vous

Votre avis sur



Imprimé dans les locaux du Syndicat national des personnels administratifs et de service

METLTM – PLOT I – 92055 – PARIS LA DEFENSE CEDEX 04 – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16. –

Email : Internet – sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : Cf carnet d'adresse – annuaire équipement – Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Directeur de publication: Didier LASSAUZAY – n° CPPAP 199 D 73 – ABONNEMENT 68,60 € + N° SPECIAUX 7,62 €